



Etablissement Public Foncier d'Ile de France

**REALISATION DES EVALUATION DES PLANS DE SAUVEGARDE
DES ORCOD-IN DE MANTES-LA-JOLIE, CLICHY-SOUS-BOIS ET VILLEPINTE**
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)
COMMUN AUX TROIS LOTS

Prestations intellectuelles

SOMMAIRES

CHAPITRE 1 -	GENERALITES	4
ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 -	NATURE DU MARCHE	4
ARTICLE 3 -	FORME DU MARCHE	4
3.1	ALLOTISSEMENT	4
3.2	MARCHES A PRIX GLOBAUX ET FORFAITAIRES	4
3.3	MARCHE A TRANCHE OPTIONNELLE CONCERNANT LE LOT N° 3	5
ARTICLE 4 -	PRESENTATION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 -	TITULAIRE DU MARCHE	6
ARTICLE 6 -	SOUS-TRAITANCE	6
6.1	DEMANDE DE SOUS-TRAITANCE FAITE AVANT LA CONCLUSION DU MARCHE	7
6.2	DEMANDE DE SOUS-TRAITANCE PRESENTEE EN COURS DE MARCHE	7
ARTICLE 7 -	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DES MARCHES	7
7.1	PIECES PARTICULIERES	7
7.2	PIECES GENERALES :	8
7.3	EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES :	8
ARTICLE 8 -	DUREE DES MARCHES	9
CHAPITRE 2 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 9 -	DEFINITION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 10 -	CONTENU DES PRIX	9
ARTICLE 11 -	COLLABORATION ENTRE LES PARTIES	9
11.1	INFORMATION ET MOYENS D'EXECUTION :	9
11.2	OBLIGATION DE DISCRETION ET SECRET PROFESSIONNEL :	10
11.3	OBLIGATION DU TITULAIRE - EQUIPE :	10
ARTICLE 12 -	RESPONSABILITES DU TITULAIRE	11
12.1	GENERALITES	11
12.2	MISE EN REGIE	11
CHAPITRE 3 -	PRIX ET REGLEMENT	12
ARTICLE 13 -	LE PRIX	12
13.1	PRIX	12
13.2	FORME DES PRIX	12
13.3	ACTUALISATION DES PRIX	12
ARTICLE 14 -	REGIME FINANCIER	13

14.1	AVANCE : OPTION A DU CCAG PI	13
A)	GENERALITES / CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE	13
B)	MODALITES DE REMBOURSEMENT	13
C)	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	13
14.2	ACOMPTES	14
14.3	PAIEMENT	14
14.4	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
14.5	INTERETS MORATOIRES	15
14.6	RETENUE DE GARANTIE	15
14.7	MONNAIE DE COMPTE DU MARCHE	15
ARTICLE 15 -	VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT	16
ARTICLE 16 -	DELAIS, PENALITES, SANCTIONS.....	16
16.1	GENERALITES	16
16.2	DELAIS D'EXECUTION	16
16.3	PENALITES - GENERALITES	17
16.4	PENALITES POUR RETARD	17
16.5	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	18
16.6	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	18
16.7	PENALITE POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL.....	19
CHAPITRE 4 -	RESILIATION – LITIGES	20
ARTICLE 17 -	RESILIATION	20
ARTICLE 18 -	REGLEMENT DES LITIGES.....	20
ARTICLE 19 -	ASSURANCE.....	21
ARTICLE 20 -	MARCHES COMPLEMENTAIRES ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES.....	21
ARTICLE 21 -	DISPOSITIONS PARTICULIERES	21
21.1	NON VALIDITE PARTIELLE.....	21
21.2	REFERENCE	22
21.3	ANNEXES AU MARCHE	22
21.4	LANGUE	22
21.5	DROIT DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	22
21.6	PROTECTIONS DES DONNEES.....	22
ARTICLE 22 -	DEROGATIONS AU CCAG PI	23

CHAPITRE 1 - GENERALITES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Les marchés, régis par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, concernent la réalisation des évaluations des plans de sauvegarde des ORCOD-IN de Mantes-la-Jolie, Clichy-sous-Bois et Villepinte.

CPV : Services d'études (79311000-7)

L'ensemble des prestations sont prévues au Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 - NATURE DU MARCHE

La nature du marché public projeté est la suivante : un marché de services au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique. Ce marché de service est soumis, sauf dérogation, aux stipulations du CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHE

3.1 Allotissement

Conformément à l'article L 2113-10 du CCP imposant la passation des marchés en lots séparés, l'EPFIF souhaite être accompagné par un ou plusieurs prestataires dans le cadre des missions présentées ci-après et selon l'allotissement suivant :

- Lot 1 – ORCOD-IN de Mantes-la-Jolie : Evaluation du plan de sauvegarde de la copropriété Neptune ;
- Lot 2 – ORCOD-IN de Clichy-sous-Bois : Evaluation des plans de sauvegardes de Sévigné, Vallée des Anges, Allende, Chêne et Etoile du Chêne Pointu ;
- Lot 3 – ORCOD-IN de Villepinte : Evaluation du plan de sauvegarde de la copropriété du Parc de la Noue.

Chaque lot constitue un marché public à part entière.

3.2 Marchés à prix globaux et forfaitaires

Chacun des marchés sera traité à prix global et forfaitaire en application de l'article R2112-6-2° du Code de la commande publique.

3.3 Marché à tranche optionnelle concernant le lot n° 3

Concernant le lot n° 3 (Villepinte), le marché sera composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle, en application de l'article R2113-4 du Code de la commande publique.

La tranche ferme est relative à l'évaluation des 7 années du plan de sauvegarde de la copropriété du Parc de la Noue.

La tranche optionnelle concerne le projet d'avenant à la convention du Plan de sauvegarde intégrant l'ensemble des éventuelles modifications à prévoir. En effet, Villepinte est le seul site à envisager une possible prorogation du PDS par avenant, nécessitant donc une prolongation de la mission d'évaluation du PDS dans le cadre du même marché.

Condition d'affermissement de la tranche :

La tranche optionnelle du lot n° 3 sera affermée dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du marché. Elle sera affermée par l'EPFIF sur la base des échanges en Commission PDS ou en Comité technique de suivi, associant l'ANAH (Agence nationale de l'habitat) et l'Etat.

La décision d'affermissement des tranches optionnelles est notifiée par Ordre de Service signé par le Pouvoir Adjudicateur. Si la tranche optionnelle est affermée avec retard ou n'est pas affermée, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES PRESTATIONS

L'ensemble des prestations attendues sont détaillées au CCTP.

- **LOT 1 - Mantes-la-Jolie : évaluation du plan de sauvegarde de la copropriété Neptune après 9 années**, composé de 3 missions :
 - Mission 1 – réalisation de l'évaluation des PDS
 - Mission 2 – Réalisation de la collecte des données
 - Mission 3 – Réalisation de la monographie

- **LOT 2 - Clichy-sous-Bois : évaluation des plans de sauvegardes de Sévigné, Vallée des Angès, Allende, Chêne et Etoile du Chêne Pointu après 4 années de prorogations (2023-2027)**, composé de 3 missions :
 - Mission 1 – réalisation de l'évaluation de 5 PDS
 - Mission 2 – Réalisation de 5 collectes des données
 - Mission 3 – Réalisation des 5 monographie

- **LOT 3 - Villepinte : évaluation des 7 années du plan de sauvegarde de la copropriété du Parc de la Noue avant la nouvelle prolongation de 2 ans, composé :**
- Une tranche ferme divisée en 3 missions :
 - Mission 1 – Réalisation de l'évaluation des PDS
 - Mission 2 – Réalisation de la collecte des données
 - Mission 3 – Réalisation de la monographie
 - Une tranche optionnelle concernant la rédaction d'un avenant à la convention du Plan de sauvegarde, indiquant les évolutions à prévoir.

Pour chacun des lots, l'évaluation porte sur l'atteinte des objectifs inscrits aux conventions de chaque plan de sauvegarde, de même que les préconisations opérationnelles afférentes. Les missions déclinées supra constituent chacune, des parties techniques/phases au sens de l'article 22 du CCAG PI. En ce sens, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties techniques/phases, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations ; la consistance technique (CCTP) et financière (DPGF) de ces phases étant clairement établie au titre des pièces contractuelles des marchés. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations peut, en fonction de la phase concernée, entraîner la résiliation du marché.

ARTICLE 5 - TITULAIRE DU MARCHÉ

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « l'entrepreneur » ou « le mandataire » ou « le titulaire » sont précisées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

6.1 Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum les éléments suivants :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

6.2 Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus. Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DES MARCHES

Pour chaque marché/lot et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives sont dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

7.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement propre à chaque lot, ses éventuels actes spéciaux de sous-traitance présentés lors de la soumission à l'appel d'offres et son annexe RGPD,
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) propre à chaque lot,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) commun à tous les lots,
- Le mémoire technique du titulaire propre à chaque lot,

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

L'exemplaire de l'acte d'engagement, de la DPGF, du C.C.T.P., du C.C.A.P., et du mémoire technique du titulaire (du ou des lots) conservés dans les archives de l'Etablissement Public d'Ile de France font seul foi.

7.2 Pièces générales :

- Le Code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document.
- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Nota : Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence. Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification. Il appartiendra au titulaire d'informer le maître d'ouvrage de toutes modifications éventuelles dues à une évolution de la réglementation actuelle en vigueur. En cas de changement de la réglementation actuelle par décret, loi, arrêté, le titulaire sera tenu d'en tenir compte et de l'appliquer. Il devra en avertir le maître d'ouvrage si celui-ci n'a pas eu connaissance du changement. Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et les règles de l'art de sa profession. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

7.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 8 - DUREE DES MARCHES

Les marchés sont conclus à compter de leur date de notification pour une durée de 12 mois. Aucune reconduction n'est prévue.

CHAPITRE 2 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 9 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations et leurs modalités d'exécution sont définies au C.C.T.P.

ARTICLE 10 - CONTENU DES PRIX

Les prix sont établis hors TVA et toutes taxes comprises et en euros. Ils sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution. En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du cahier des charges pour demander une demande de supplément.

Les prix indiqués par le titulaire à l'acte d'engagement du lot concerné et détaillé dans la DPGF devront comprendre l'ensemble des prestations décrites au C.C.T.P.

Aucuns frais supplémentaires ne pourront être demandés à l'EPFIF.

ARTICLE 11 - COLLABORATION ENTRE LES PARTIES

11.1 Information et moyens d'exécution :

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.

11.2 Obligation de discrétion et secret professionnel :

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

11.3 Obligation du titulaire - Equipe :

Etant précisé que le choix du titulaire ayant été fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, ce dernier a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Après notification du présent marché, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, conformément à/aux offre(s) remises, la composition de l'équipe technique (référént(s) et son/ses équipes) – sachant qu'ils doivent impérativement **respecter les profils, les expériences et les compétences mentionnées dans son mémoire technique - en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs, en distinguant particulièrement le référent.**

Ainsi, le titulaire s'engage à mettre en place pendant toute la durée du marché l'équipe présentée au pouvoir adjudicateur lors de l'établissement de son offre. Dans l'hypothèse où le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée s'avère néanmoins nécessaire, le titulaire veillera à le remplacer dans les conditions visées ci-après.

Modification de l'équipe dédiée

Par adjonction à l'article 3.4.3 du CCAG PI, l'équipe dédiée établie peut évoluer :

- à la demande expresse de l'EPFIF en cas de non-respect des obligations définies dans le marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant.
- à la demande du titulaire après accord de l'EPFIF.

Dans l'hypothèse où l'équipe dédiée évolue, le titulaire soumet au pouvoir adjudicateur pour agrément sa demande de modification.

La demande de modification de l'équipe technique devra :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe ;

- être accompagnée des CV/référence de chacun des nouveaux membres.

Par dérogation 3.4.3 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour agréer la nouvelle composition d'équipe à compter de la date de réception de la demande en bonne et due forme.

Attention, le pouvoir adjudicateur peut refuser d'agréer la nouvelle composition d'équipe s'il estime, au regard des éléments transmis par le titulaire, que les nouveaux membres ne disposent pas des qualifications/références suffisantes pour assurer l'exécution des prestations visées au présent marché.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues ci-après.

L'EPFIF peut récuser ou accepter la nouvelle composition de(s) l'/des équipe(s).

ARTICLE 12 - RESPONSABILITES DU TITULAIRE

12.1 Généralités

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

12.2 Mise en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

CHAPITRE 3 - PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 13 - LE PRIX

13.1 Prix

Les prix proposés doivent couvrir toutes les charges et les dépenses de l'entreprise indiquées dans la DPGF et le C.C.T.P.

13.2 Forme des prix

Conformément aux dispositions de l'article R2112-9 du CCP, les prix sont fermes et actualisables. Aucune révision des prix n'est prévue. Néanmoins, ceux-ci sont actualisables.

13.3 Actualisation des prix

Les prix ces derniers peuvent être actualisés dès lors qu'une période supérieure à 3 mois s'est écoulée entre la date/le mois d'établissement du prix figurant à l'acte d'engagement et la date/le mois « d » de notification du marché prescrivant le commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché du coefficient donné par la formule suivante :

$$C_n = (I_d - 3) / I_o$$

Dans laquelle :

- **I_o** : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.12 – Services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et géomètres - Identifiant 010766586 – base 2021 du mois *m_o* (dernier indice publié au mois d'établissement du prix indiqué à l'acte d'engagement)
- **I_d** : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) CPF 71.12 – Services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et géomètres - Identifiant 010766586 – base 2021 du mois *m_d* (dernier indice publié au mois de commencement d'exécution des prestations)

ARTICLE 14 - REGIME FINANCIER

14.1 Avance : option A du CCAG PI

a) Généralités / Conditions de versement de l'avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3. Cette avance est fixée à **5%**.

Si le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, ce taux est fixé à **20%**.

Nota : avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-17 et suivants du Code de la commande publique.

b) Modalités de remboursement

Ces remboursements seront réalisés conformément aux dispositions des articles R2191-11 et suivants du Code de la Commande Publique.

c) Modalités de règlement des comptes

En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles R.2191-1 et suivants du Code de la commande publique, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du marché.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :

L'avance versée au titulaire devra être remboursée par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1^{er} remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC marché. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

- Le 2nd remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du marché. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

14.2 Acomptes

En cours d'exécution, le titulaire du présent marché pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, une demande d'acompte selon une périodicité trimestrielle, sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du marché.

Toutefois, lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la demande d'acompte pourra être soumise **tous les mois** au pouvoir adjudicateur sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du marché.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

14.3 Paie ment

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique. Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

14.4 Présentation des demandes de paiement

Les prestations seront facturées à l'issue de leur exécution et conformément aux documents du marché. Les sommes dues en exécution du présent marché feront l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait et jugé conforme. Le titulaire devra établir un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché ;
- le code Direction ORCOD ;
- la prestation effectuée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;

- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total de la prestation exécutée ;
- la date

Conformément à la loi du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ». Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code service ORCOD ainsi que le numéro de marché ou d'engagement. Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

14.5 Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours. En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

14.6 Retenue de garantie

Le marché ne comporte pas de clause de retenue de garantie, aucune durée de garantie n'étant prévue en l'espèce.

14.7 Monnaie de compte du marché

L'euro est la monnaie de compte du marché.

ARTICLE 15 - VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT

En application de l'article 28 du CCAG-PI, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du CCAG-PI (acceptation tacite).

En cas de refus de l'élément de mission transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage le met en demeure de reprendre et de transmettre cet élément de mission rectifié dans un délai qu'il fixe dans sa lettre de mise en demeure.

Si, au terme de ce délai, le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le maître d'ouvrage procède à une nouvelle mise en demeure de production de l'élément de mission dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de cette mise en demeure. A défaut, il sera procédé à la réalisation du marché. En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 16 - DELAIS, PENALITES, SANCTIONS

16.1 Généralités

Passé l'ensemble des délais contractuels, le titulaire se voit appliquer des pénalités conformément aux dispositions prévues ci-dessous.

De plus, conformément au CCTP, le prestataire devra veiller à toujours transmettre les documents nécessaires à l'EPF cinq jours ouvrés avant chaque réunion. Les délais indiqués au sein du planning prévisionnel, qui sera établi par le titulaire suit à la réunion de lancement et de cadrage sont contractuels. L'ensemble des délais mentionnés ci-après sont entendus or délais de validation du pouvoir adjudicateur.

16.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du lot 1 sont de 6 mois.

Les délais d'exécution du lot 2 sont de 6 mois.

Les délais d'exécution du lot 3 sont de 6 mois, décomposés comme suit :

- 4 mois pour la tranche ferme
- 2 mois pour la tranche optionnelle

En cas d'affermissement de la tranche, le projet d'avenant à la convention du PDS intégrant l'ensemble des éventuelles modifications à prévoir devra être transmis **1 mois** à compter de la notification de l'ordre de service afférent, hors délais de validation.

16.3 Pénalités - généralités

Les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire. Les pénalités sont appliquées au premier euro.

16.4 Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré (non-respect du calendrier d'exécution des missions, retard dans la présentation des résultats, retard dans la remise des livrables...).

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

Dans lesquelles :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard ;

Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

16.5 Pénalités pour travail dissimulé

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10% du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

16.6 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI et sans qu'il ne soit nécessairement prononcé la résiliation du marché, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au titre du marché, **aux frais et risques du titulaire**, soit :

- en cas **d'inexécution ou d'exécution partielle** par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard,
- en cas **d'exécution fautive** d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard,
- soit en dernier recours, en cas de résiliation du marché prononcée **pour faute du titulaire**.

Une telle procédure fera l'objet d'une mise en demeure préalable (entendu comme étant un minimum) voire éventuellement, plusieurs mises en demeure préalables écrites notifiées par l'EPFIF (par tous moyens opposables) en fonction de la gravité des manquements constatés et restées sans effet, soit tenant à la qualité des prestations attendues ou alors, au retard accumulé.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ou auquel ont été retirées les prestations objet du marché, n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. **Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.**

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

16.7 Pénalité pour non-respect de l'engagement environnemental

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG PI, en cas de manquement aux obligations prévues au CCTP concernant la transmission des livrables au format dématérialisé, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par manquement.

CHAPITRE 4 - RESILIATION – LITIGES

ARTICLE 17 - RESILIATION

En complément des dispositions prévues aux articles 36 et suivants du C.C.A.G-P.I., le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis,
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité,
- Emploi de personnel non officiellement déclaré,
- Sous-traitance non déclarée,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations,
- Non-respect répété de la qualité d'exécution des prestations attendue,
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire. D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 2143-7 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Paris

7 Rue de Jouy, 75004 Paris

Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient, conformément aux articles R.2397-1 et suivants du Code de la commande publique, soumis à l'avis du médiateur des entreprises ou à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable. Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

ARTICLE 19 - ASSURANCE

Il est prévu dans un délai de cinq jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 20 - MARCHES COMPLEMENTAIRES ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;

- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

ARTICLE 21 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

21.1 Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

21.2 Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'EPFIF, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

21.3 Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

21.4 Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

21.5 Droit de la propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI le titulaire accorde à l'acheteur, l'intégralité des droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au titre du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de ce dernier. Ces droits sont créés au fur et à mesure de la réception des prestations. Par dérogation à l'article 35.2 du CCAG-PI, la cession est consentie à titre exclusif. Son prix est forfaitairement compris dans le montant du marché public.

21.6 Protections des données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et le titulaire du marché dénommé «le sous-traitant», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du «règlement européen sur la protection des données» ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène DE BRETAGNE, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel;
- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut;
- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences «du règlement européen sur la protection des données». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.
- A l'échéance du présent marché, le sous-traitant s'engage à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois ces copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement

ARTICLE 22 - DEROGATIONS AU CCAG PI

Toutes les dispositions du C.C.A.G. PI s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G. P.I.
Ordre des pièces contractuelles	Art.7	Art. 4.1
Equipe dédiée	Art. 11.3	Art 3.4.3
Pénalités	Art. 16.3	Art. 14
Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	Art. 16.6	Art. 36
Propriété intellectuelle	Art. 21.5	Art. 35.2